Migré : finances de la commune

Commune · Charente-Maritime (17) · 362 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Migré affichait un encours de dette de 14 k€, soit 40 € par habitant et une épargne brute égale à -6 % de ses recettes de fonctionnement.

Dette par habitant
40 €
14 k€ au total

Capacité de désendettement
non calculable
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
-6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 090 € / hab.
395 k€ au total

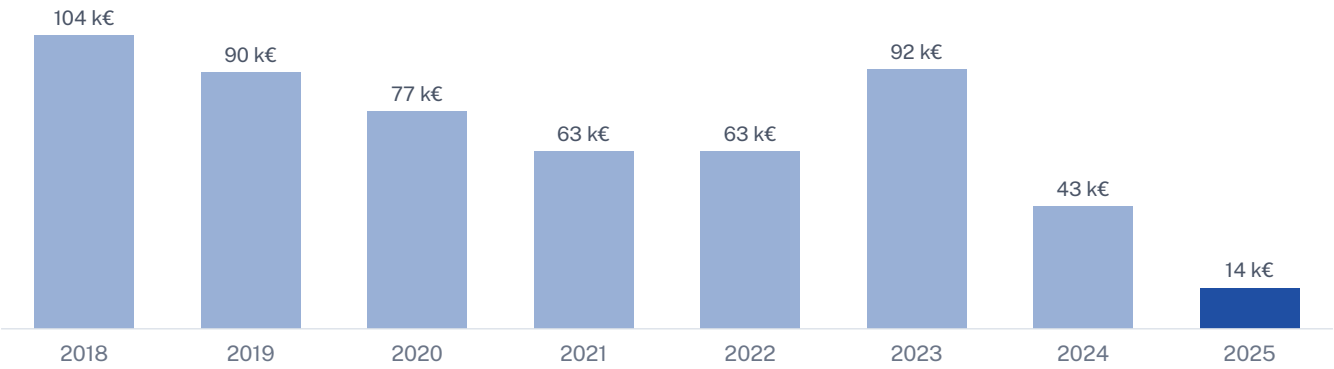
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 090 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	33,5 %	365 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	-6 %	-62 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	40 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Investit-elle ?	292 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	557 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 104 k€ en 2018 à 14 k€ en 2025 (-86,1 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	104 k€	34,8 %	0,9 ans	200 k€
2019	90 k€	40,3 %	0,7 ans	184 k€
2020	77 k€	31,5 %	0,7 ans	39 k€
2021	63 k€	31,7 %	0,6 ans	86 k€
2022	63 k€	24,3 %	0,7 ans	73 k€
2023	92 k€	23 %	1,1 ans	173 k€
2024	43 k€	29,3 %	0,4 ans	115 k€
2025	14 k€	-6 %	—	106 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Migré	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	40 €	601 €	−93,4 %
Impôts locaux par habitant	557 €	384 €	+45,2 %
Frais de personnel par habitant	365 €	305 €	+19,9 %
Investissement par habitant	292 €	283 €	+3,2 %
Taux d'épargne brute	-6 %	19,1 %	
Capacité de désendettement	non calculable	5,9 ans	

Jumelles : Viévy (21), Sorbier (03), Authon-Ébéon (17), Bourlens (47), Gorses (46), Cenne-Monestiés (11), Razac-d'Eymet (24), Tugéras-Saint-Maurice (17), Tournemire (12), Masclat (46). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	327	362	+10,7 %	+2 %
Dette par habitant	276 €	40 €	−85,7 %	−24,6 %
Impôts locaux par habitant	482 €	557 €	+15,7 %	+28,6 %
Frais de personnel par habitant	325 €	365 €	+12,4 %	+23,2 %
Taux d'épargne brute	40,3 %	-6 %	−46,3 points	−5,2 points
Capacité de désendettement	0,7 ans	non calculable	—	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 660 €		1 441 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Migré	Comparaison
Habitants (2023)	347	+6,4 % depuis 2012 (département : +6,9 %)
65 ans ou plus (2023)	26,6 %	département : 29,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,4 pour 100 habitants	département : 3,8
Salariés du secteur privé (2025)	53	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

150 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 60 emplois, soit 45 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	11,6 %	2,3 %	1,3 %	34,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	15,8 %	9,7 %	6,6 %	10,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,4 %	13,5 %	20,1 %	7,8 %
Professions intermédiaires	24 %	25,1 %	26,4 %	7,8 %
Employés	34,2 %	28,6 %	26,1 %	7,8 %
Ouvriers	11 %	20,8 %	19,5 %	31,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Charente-Maritime (17)) : 33 338 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 621	61,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	2 044	26,8 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 883	48,1 %
Agriculteurs	1 664	54,9 %
Cuisiniers	1 445	64,9 %
Pêcheurs et aquaculteurs	1 442	54,6 %
Employés de l'hôtellerie	1 374	67,2 %
Employés de libre service	1 071	20,9 %
Agents d'entretien de locaux	985	63,8 %
Aides-soignants	933	57,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Migré
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	63 k€ pour 3 projets
Par habitant	173 € (communes de même taille : 215 € ; département : 130 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	36,3 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Rehabilitation d'un batiment en un logement	19 273 €
2023	DSIL	Isolation et changement chauffage mairie	6 615 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.